



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction interministérielle de l'animation territoriale  
Bureau de l'environnement**

**Arrêté n° 41-2026-06-08-00002**

**mettant en demeure la société KNAUF INDUSTRIES EST de respecter les prescriptions réglementaires relatives à son installation classée pour la protection de l'environnement située au 15, rue de Chambord - 41230 Vernou-en-Sologne**

**LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,**

**Vu :**

- le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de Blois ;
- le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET, préfet de Loir-et-Cher ;
- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymère (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel susvisé, notamment son article 2.2.10 qui dispose : "Dans les parties de l'installation visées au point 2.3.3 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible " ;
- l'arrêté préfectoral n° 99-0281 du 28 janvier 1999 autorisant les activités de fabrication de polystyrène expansé, modifié par les arrêtés complémentaires des 24 mars 1999, 27 avril 2007, 24 avril 2015 et 18 juillet 2017 au bénéfice de la société ISOMAT devenue ISOBOX Technologies ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2022-05-31-00001 du 31 mai 2022 portant modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1999 ci-dessus visé ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2023-06-26-00004 du 26 juin 2023 portant modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1999 ci-dessus visé ;
- l'arrêté préfectoral du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- la déclaration de changement d'exploitant datée du 23 juin 2015 au bénéfice de la société KNAUF INDUSTRIES EST depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015 ;
- le récépissé de changement d'exploitant délivré le 20 juin 2016 ;

- le rapport de l'inspectrice des installations classées relatif à l'inspection du 24 mars 2026 des installations de la société KNAUF INDUSTRIES EST situées 15, rue de Chambord à Vernou-en-Sologne ;
- la transmission le 4 mai 2026 dudit rapport et du projet d'arrêté de mise en demeure informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il disposait pour formuler ses observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- les observations de l'exploitant formulées par courriel du 19 mai 2025 ;

**Considérant que :**

- lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
  - des non-conformités des installations avec la réglementation en zone ATEX n'ont pas été toutes levées.
- ce constat a été initialement mis en évidence lors de la visite d'inspections du 15 octobre 2021 ("L'exploitant n'a pas engagé les actions correctives permettant de mettre en conformité ses installations avec la réglementation en zone ATEX") et partiellement réitéré lors des visites d'inspection des 6 décembre 2022, 25 juillet 2024 et 18 juillet 2025 ;
- cette situation constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.2.10 de l'arrêté ministériel susvisé ;
- face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société KNAUF INDUSTRIES EST de respecter les dispositions de l'article 2.2.10 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> – Mise en demeure**

La société KNAUF INDUSTRIES EST, dont le siège social est situé ZAC Grenoble Air Parc - 38590 Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, pour l'installation qu'elle exploite au 15, rue de Chambord à Cormenon, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.2.10 de l'arrêté ministériel susvisé en réalisant les actions correctives pour mettre en conformité ses installations avec la réglementation ATEX, dans un **délai de 6 mois** maximum à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées :

- Pour les non-conformités relatives au brûleur de la chaufferie :
  - ▶ **dans un délai de 1 mois** : la solution retenue pour le changement de brûleur ;
  - ▶ **dans un délai de 2 mois** : le bon de commande de la solution retenue ;
  - ▶ **dans un délai de 6 mois** : les éléments justifiants de la mise en place de la solution retenue.

➤ Pour les non-conformités n° 17 constatées dans le rapport d'inspection du 24 septembre 2021 relatives à l'équipement aspiration POLYTECH :

- ▶ dans un délai de 4 mois : les éléments justifiants des actions correctives.

## **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues au précédent article ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher pour une durée pouvant aller de 2 mois à 5 ans.

## **Article 3 – Notification et publication**

Le présent arrêté sera notifié à la société KNAUF INDUSTRIE EST, par lettre recommandée avec avis de réception.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Une copie en sera adressée :

- au maire de Vernou-en-Sologne ;
- au sous-préfet de Romorantin-Lanthenay ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

## **Article 4 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de Romorantin-Lanthenay, le maire de Vernou-en-Sologne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **8 JUIN 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Faustin GADEN

(Délais et voies de recours page suivante)

## Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé au préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 Blois cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé de l'environnement – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1, place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)